



LINDE

Demande d'autorisation environnementale du site Linde de Berre l'Etang (13)

Projet de modification des conditions d'exploitation du site

Mémo-réponse au rapport n°21000059/13 du commissaire
enquêteur



Rapport n°104621/version A – Août 2021

Projet suivi par Nicolas CONSORTI
06.22.48.36.80 – nicolas.consorti@anteagroup.com



L'enquête publique concernant le dossier d'autorisation environnementale du projet de modification des conditions d'exploitation du site Linde de Berre l'Étang a eu lieu du 02 juillet 2021 au 30 juillet 2021.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Daniel BERAUD, a rédigé un rapport de synthèse au sujet de l'enquête publique n°E 21000059/13 relative à la demande d'autorisation formulée par la société LINDE France en vue de la modification des conditions d'exploitation et des capacités de stockage de matières dangereuses sur son site existant de Berre l'Étang.

Le présent document a pour objet d'apporter des éclaircissements aux remarques/observations formulées par le public et notées dans le rapport de synthèse du commissaire enquêteur.

1) Remarque concernant Le process CARBOFLAM

Question : Une précision me paraît aussi nécessaire à ce sujet car en introduction, le procédé breveté dit « carboflam » page 4 – I - Introduction me semble particulièrement bien expliqué sur le site de la société LINDE et aurait mérité plus de développement pour éclairer le public. Le procédé carboflam étant par ailleurs sans pré mélange alors que le site indique qu'une meilleure qualité est obtenue avec pré mélange (polissage et fusion)

***Réponse Linde :** Pas l'objet du DAE et non réalisé sur le site de BERRE :*

2) La confidentialité de certains éléments

Question : En ce qui me concerne et en ma qualité de commissaire enquêteur, je m'interroge et souhaite obtenir un complément d'information sur le caractère confidentiel de certaines photos de plans qui apparaissent sur d'autres documents

***Réponse Linde :** Pour des raisons de confidentialité et de sécurité nationale, conformément à l'instruction du Gouvernement du 19 mai 2016 relative à la mise à disposition et la communication d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les établissements Seveso, l'exploitant LINDE, en accord avec la DREAL, a rédigé une version du DAE « communicable » au public dans laquelle le plan de masse des installations a été flouté et les informations sensibles ont été supprimées notamment la partie Etude des dangers.*

Toutefois, il semble que lors de l'impression de la version papier du dossier d'autorisation environnementale, les filtres/caches insérés sur certaines photos ou plans aient bougé, laissant apparaître des éléments censés être floutés.

Cela explique les différences visibles d'un document à l'autre sur une même photo ou plan.

3) Le terme « négligeable » employé dans l'étude d'impact

Question : je souscris à l'intervention de M. Siméon qui a remarqué comme je l'avais fait à titre personnel que les réponses de la société ANTEAGROUP notamment dans le mémoire en réponses à l'avis de l'autorité environnementale n° 2021APPACA24/2860 du 06/05/2021 de l'étude d'impact du dossier de DAE du 09/03/2021 site LINDE de Berre l'Étang (13) ainsi que dans le dossier principal rubrique ENVIRONNEMENT HUMAIN notamment, le terme négligeable apparaît à de nombreuses reprises et semble donc à priori peu technique ni scientifique au regard des préoccupations actuelles en 2021. Pour résumer schématiquement : cette formule qui ne donne pas d'échelle de valeur reconnaît par le vocabulaire employé qu'il y a « incidence » cette incidence non quantifiée est préjudiciable à la bonne compréhension par Mme et M. tout le monde. Le commissaire enquêteur ; en l'occurrence est le représentant de la société publique ; souligne donc la nécessité de préciser ce terme .

***Réponse Linde :** Dans l'étude d'impact, afin de hiérarchiser les enjeux et les incidences potentielles du site LINDE, une cotation qualitative a été utilisée.*

Les enjeux sont évalués selon une cotation qualitative en cinq niveaux :

- **Enjeu très fort (++++),**
- **Enjeu fort (+++),**
- **Enjeu modéré (++)**,
- **Enjeu faible (+),**
- **Absence d'enjeu (nul ou négligeable).**

Les incidences sont évaluées selon une cotation qualitative en six niveaux :

- Incidence très forte,
- **Incidence forte,**
- **Incidence modérée,**
- **Incidence faible,**
- **Incidence négligeable ou nul,**
- **Incidence positive.**

Dans l'étude d'impact, nous n'avons pas dissocié le terme négligeable et le terme nul. Cela peut, il est vrai, porter une légère confusion sur la hiérarchisation des enjeux et des incidences.

Afin d'éclaircir cela, un niveau de cotation supplémentaire aurait pu être rajouté, comme présenté ci-dessous.

Les enjeux sont évalués selon une cotation qualitative en six niveaux :

- **Enjeu très fort (++++),**
- **Enjeu fort (+++),**
- **Enjeu modéré (++)**,
- **Enjeu faible (+),**
- **Enjeu négligeable**
- **Absence d'enjeu (nul).**

Les incidences sont évaluées selon une cotation qualitative en sept niveaux :

- **Incidence très forte,**
- **Incidence forte,**
- **Incidence modérée,**
- **Incidence faible,**
- **Incidence négligeable**
- **Incidence nulle**
- **Incidence positive.**

Ainsi, le terme « négligeable » a été utilisé quand l'enjeu ou l'incidence n'était pas totalement « nul » ou absent.

Toutefois, cela ne remet pas en cause les conclusions de l'étude d'impact et l'incidence très limitée du site Linde dans sa configuration actuelle et future sur les différents domaines de l'environnement.

4) Plan de prévention du risque technologique

Question : Nostà mar est une association de valorisation du Patrimoine Historique et Naturel de l'étang de Berre à Rognac. Elle a créé un sentier pédagogique dans le marais de la tête noire, voisin du site pétrochimique de Berre.

Nous avons beaucoup de visiteurs et d'animations dans cette petite zone humide de 20 ha appartenant au conservatoire du littoral : écoles, étudiants, familles...

Notre objectif est de réaliser un éco musée à vocation éco touristique racontant l'Histoire de notre petite mer.

Nous sommes aussi partenaires de l'association qui porte la candidature de l'étang au Patrimoine Mondial de l'Unesco.

Que deviendront ces projets si le site de Berre passe en haut Seveso ?

Peut-on concilier tourisme et risques industriels majeurs ?

Nous ne voulons pas d'une 2ème "affaire AZF".

Nous voulons construire un autre avenir pour notre lagune de l'étang de Berre qui a déjà trop souffert.

Réponse Linde : Le projet porté par Linde n'est pas de nature à modifier le périmètre du PPRT existant du pôle pétrochimique de Berre et Rognac ni les niveaux d'aléas maximum atteints dans l'environnement du site

Par conséquent, le projet n'aura pas d'impact sur la réglementation d'urbanisme des terrains avoisinants

Ainsi, les projets portés par l'association Nostà mar ne seraient être remis en cause suite au projet de Linde.

De même, le projet de Linde n'aura pas de conséquences sur les prix de l'immobilier de maisons puisque l'emprise du PPRT sera inchangée.

5) Le monoxyde de carbone (CO)

Question : Ajout d'un nouveau produit le monoxyde de carbone

Réponse Linde : Le monoxyde de carbone sera stocké dans des bouteilles.

Les bouteilles seront seulement stockées sur le site au sein de cadres, sans aucune autre opération/manipulation. Les robinets des bouteilles resteront fermés.

Seul un choc lors de la manipulation/transport des bouteilles pourrait engendrer un incident. Les mesures suivantes permettent de rendre ce risque le plus faible possible :

- Procédure de chargement des bouteilles et utilisation de casiers pour le transport ;
- Consigne d'installation d'un chapeau sur le robinet des bouteilles ;
- Règle de circulation sur le site ;
- Les bouteilles sont dans un local ouvert et grillagé.

Toutes les bouteilles contenant des gaz sous pression mises en œuvre sur le site sont conformes à la norme NF EN ISO 11 117 ou NF EN ISO 10 297 (version 2006). La norme ISO 11 117 précise que le robinet doit résister à la chute de l'ensemble de la bouteille et du robinet équipé de son chapeau, d'une hauteur de 1,20 m, l'axe longitudinal de la bouteille faisant un angle de 30° avec la verticale, robinet vers le bas.

Sur le site Linde, les bouteilles ne sont susceptibles d'être à une hauteur supérieure à 1,20 que lors les opérations de chargement/déchargement dans les camions, opérations durant lesquelles elles sont en permanence munies de leur chapeau de protection et manutentionnées en position verticale, robinet vers le haut (et non robinet dirigé vers le bas comme lors des épreuves définies dans la norme ISO 11 117).

Ainsi, il apparaît que :

- Sur le site, les bouteilles ne sont jamais susceptibles d'être mises en œuvre dans des conditions qui pourrait amener à des agressions supérieures à celles décrites dans les épreuves définies dans les normes ;

- *Même dans des conditions d'essais plus contraignantes que celle des essais de la norme, jamais rencontrées sur le site, aucune rupture du robinet d'une bouteille n'a été rencontrée.*

Dans l'étude de dangers, le phénomène dangereux suivant a été étudié : Perte de confinement de CO suite à la rupture du collecteur d'un cadre consécutivement à un choc

Le nuage toxique modélisé ne sort que de quelques mètres des limites ICPE du site LINDE, touchant un terrain en friche sur 50 m² seulement. Les effets restent inclus dans le périmètre du PPRT.

6) Le trafic routier

Question : Impact du projet sur le trafic routier

Réponse Linde : *Le trafic routier actuel du site est estimé à 55 véhicules légers par jour (sur la base du nombre d'employés) et environ 13 camions/poids-lourds par jour.*

Par rapport à la situation actuelle, le projet va entraîner un trafic supplémentaire de 96 PL/an, soit environ 2 camions supplémentaires par semaine.

Pour information la RD21f passant au nord du site Linde et permettant son accès a un trafic de plus de 4 000 véhicules/jour.

7) Nuisance sonore

Question : Impact du projet

Réponse Linde : *Afin de caractériser les niveaux sonores engendrés par l'activité actuelle du site Linde de Berre, une campagne de mesures sonores a été réalisé du 11 au 12 mars 2020 par M. Vincent RAMBERT, ingénieur acousticien du bureau d'étude Delhom acoustique.*

En zones à émergence réglementée (au niveau de l'habitation la plus proche située à l'ouest), les valeurs d'émergence diurne et nocturne respectent les contraintes réglementaires applicables (arrêté du 23 janvier 1997 et arrêté préfectoral du site). Le site Linde n'est pas audible dans l'environnement contrôlé (bruit de l'environnement prédominant).

Les sources d'émission sonores liées au projet seront identiques à la situation actuelle.

L'exploitation de la plateforme de stockage au nord, de l'atelier VMP et de la nouvelle ligne de conditionnement de cadres d'acétylène ne modifiera pas les émissions sonores actuelles du site.

L'incidence du site Linde sur le niveau sonore ambiant, suite au projet, sera inchangée par rapport à la situation actuelle.

Le contrôle de la conformité réglementaire des niveaux sonores dans l'environnement du site sera vérifié par une campagne de mesure une fois le projet mis en œuvre.

8) Nuisance olfactive

Question : Impact du projet

Réponse Linde : *L'activité du site Linde de Berre n'est pas génératrice d'odeurs. Les produits stockés et conditionnés sur le site (hélium, oxygène, azote, argon ou CO₂, ...) sont des gaz inodores.*

Les installations actuelles ne sont pas source de nuisances olfactives. Il en sera de même suite au projet.

9) Pollution atmosphérique

Question : Impact du projet

Réponse Linde : le paragraphe « 4.2.5. Rejets atmosphériques » de l'étude d'impact décrit en détail les rejets actuels et projetés du site, ainsi que leurs incidences potentielles sur la qualité de l'air ambiant.

Suite à la mise en place du projet, les sources d'émissions en acétylène du site, pouvant contenir de l'acétone et ou du DMF, seront légèrement modifiées.

Afin de quantifier les émissions actuelles et futures en COV totaux (acétylène + acétone et DMF) rejetées par le site Linde, une campagne de mesures a été effectuée sur les installations du site par la société IRH Ingénieur Conseil en juin 2020.

Il en ressort que le flux en COVt émis par les exutoires du site Linde est composé quasi entièrement par de l'acétylène au niveau des purges (émissions canalisées) et d'acétone au niveau des opérations de dépotage (émissions canalisées) et d'acétonnage (émissions diffuses).

Pour comparaison, l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, impose une valeur limite de rejet en COVt si le flux horaire total dépasse 2 kg/h.

Les rejets cumulés en COVt du site Linde sont très en dessous de ce seuil (flux de 0,017 kg/h pour la situation actuelle et 0,053 kg/h pour la situation projetée).

10) La sécurité incendie

Question : Impact du projet

Réponse Linde : Sur le site, l'organisation des secours est décrite dans le Plan d'Opération Interne.

Les moyens fixes de lutte incendie présents sur le site Linde sont les suivants :

- 3 poteaux incendie assurant un débit total minimum de 300 m³/h à partir de 2 P.I.
- 7 robinets incendie armés (R.I.A.) assurant un débit total de 84 m³/h,
- Une installation déluge au sein de l'atelier de conditionnement d'acétylène assurant un débit de 322 m³/h
- Une installation déluge au niveau de l'atelier VMP (zone de dégazage + zone de dévissage) assurant un débit de 65 m³/h

Des extincteurs adaptés sont répartis sur le site au niveau des zones à risques.

Sur l'ensemble des installations de production ou de conditionnement de l'acétylène, des dispositifs de détection d'atmosphères explosives sont présents. Ces dispositifs déclenchent une alarme dès que le seuil de 20% de la LIE est atteint et un arrêt général des installations dès 50% de la LIE.

Des détecteurs d'incendie sont placés dans le bâtiment administratif ainsi que dans les ateliers de conditionnement des gaz industriels et acétylène.

Le désenfumage des locaux est asservi à la détection incendie.

Au niveau des ateliers de conditionnement de l'acétylène, les équipements comme les compresseurs et l'installation d'embouteillage sont équipés de dispositifs automatiques d'extinction par déluge d'eau pouvant également être actionnés manuellement en cas d'urgence.

Toute détection d'une anomalie sur un paramètre quelconque du procédé (pression, température ou niveau) induit des alarmes visuelles et sonores et peut conduire à l'arrêt de l'installation.